

C'est pourquoi j'appuie la proposition de mon collègue de la République fédérale d'Allemagne à l'effet de prendre au premier chef des mesures contre la prise d'otages et de conclure un accord international pour punir tous ceux qui se livrent à de tels actes, quel que soit l'endroit où ils cherchent refuge. N'oublions pas, cependant, qu'il existe déjà des conventions contre les détournements aériens. Si tous les États les ratifiaient, nous aurions de meilleures chances de voir cesser ces actes de piraterie.

Monsieur le Président, mon prédécesseur parlait l'an dernier des "progrès beaucoup trop lents" constatés sur le plan du désarmement et déclarait que l'Assemblée générale devait continuer "à inciter toutes les parties à l'action dans ce domaine". Un an plus tard, la situation n'est guère plus brillante. Comme l'a dit notre distingué Secrétaire général, le problème des armements est toujours celui qui compromet le plus sérieusement la perspective d'un avenir de paix et d'ordre pour la communauté mondiale. Nous devons être prêts à envisager de nouvelles approches; dans cet esprit, notre gouvernement est disposé à accueillir favorablement une proposition visant à convoquer pour 1978 une session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement.

Pourtant, il ne faut pas nous faire d'illusions: ce n'est pas en les débattant au sein de cette assemblée que nous ferons tomber les principaux obstacles dressés sur la voie du désarmement. Ces obstacles, ce sont les divergences d'opinion entre les États quant à la meilleure façon d'assurer leur sécurité. Il aura été de peu d'utilité que nous nous penchions sur les moyens d'améliorer le rôle des Nations Unies dans le domaine du désarmement et du contrôle des armes si les pays membres ne redoublent pas leurs efforts pour surmonter ces divergences.

A mi-chemin de la Décennie du désarmement, nous devons tous chercher des solutions aux véritables obstacles qui se dressent devant nous. Mais la responsabilité en incombe plus particulièrement aux États dotés d'armes nucléaires et à ceux qui disposent d'un potentiel militaire appréciable. Nous ne pourrions obtenir des résultats satisfaisants que si nous remettons en question les postulats classiques, prenons suffisamment en considération les préoccupations des autres en matière de sécurité et saisissons toutes les occasions qui s'offrent à nous de passer aux actes concrets.

#### Développement économique et social

Nous reconnaissons tous que l'argent dépensé à fabriquer des armes pourrait être employé à meilleur escient. Cependant, peu d'entre nous réduisent leur budget de défense. Il faudrait pour cela accroître la compréhension et la confiance mutuelles. Dans les circonstances les plus favorables, cet objectif serait déjà difficile à atteindre. Comment alors y parvenir dans un monde divisé entre riches et pauvres? C'est pourquoi il est dans l'intérêt de tous les États d'unir leurs efforts pour accélérer le processus du développement et réduire l'écart entre les nantis et les démunis.